



Voulez-vous être riche ou pauvre avec le krach obligataire ?

par Didier Maurin

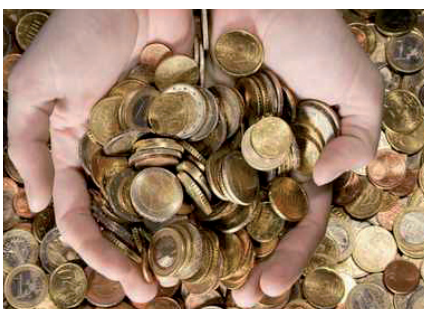
La crise des pays arabes et la catastrophe qui frappe le Japon ont partiellement occulté les autres sujets, dont celui de la dette des États qui, pourtant, grossit.

Les taux d'intérêt remontent partout : les États ont de plus en plus de mal à emprunter et sont donc obligés d'offrir une rémunération de plus en plus élevée. Déjà, les grandes banques d'affaires ne veulent plus entendre parler d'obligations souveraines. Pour elles, il y a trop de risques, le jeu n'en vaut pas la chandelle. Pour preuve, elles ont déjà fait revendre à leurs clients leurs obligations d'État et leurs contrats d'assurance vie en euros, qui, eux aussi investis en obligations souveraines, ne rapportent que 3,5 % par an.

Un cocktail d'emprunts français, espagnols, irlandais et grecs qui peut fort bien dégénérer si la crise s'amplifie. Le Portugal, actuellement en pleine crise, vient de voir ses taux d'intérêts remonter à 9 % en avril, alors même qu'il y a tout juste un mois ils n'étaient encore qu'à 7,2 % et à 4,8 % début février 2010 ! L'agence de notation Standard & Poor's envisage aujourd'hui de dégrader la note des États-Unis, en estimant que, si les législateurs américains ne parviennent pas à trouver un accord sur la gestion du déficit budgétaire, celui-ci pourrait atteindre 6 % du PIB en 2013 et le ratio de la dette sur PIB 84 % ! À quand le tour de la France ? Les institutions financières doutent que nos États surendettés puissent un jour payer leurs dettes. Elles pensent qu'ils continueront à faire tourner la planche à billets et ne leur font plus confiance. Comme elles n'achètent plus leurs obligations, elles contraignent nos États à augmenter leurs taux d'intérêt pour trouver preneurs.

Fort heureusement, il reste les banques traditionnelles ! Demandez à votre banquier ce qu'il vous propose pour placer 10 000 € en toute sécurité. Vous verrez qu'il vous conseillera un contrat d'assurance vie en euros qui rapporte 3,5 % par an. Il faut bien que nos États puissent continuer à « caser » leurs dettes !

Le problème est que nous nous dirigeons tout droit vers un krach obligataire que subiront dans quelque temps les plus pauvres et qu'éviteront les plus riches ! Qu'est-ce qu'un krach obligataire ? C'est assez simple. Imaginez qu'un Grec ait acheté 100 000 € d'obligations souveraines le 8 février 2010, à un taux de 6,738 %, et souhaite aujourd'hui les revendre parce qu'il a besoin de liquidités. Eh bien, il ne trouve personne pour les lui racheter ou, alors, à moitié prix ! Lorsque les taux sont à 11,409 %, le 6,738 % ne vaut plus rien.



Que restera-t-il de votre contrat d'assurance vie en euros ?

Imaginez un scénario semblable en France, où vous possédez des emprunts à 3,5 % quand les taux atteindront 8,93 % comme en Irlande, qui fut pourtant le pays européen dont la croissance économique a été la meilleure ces dix dernières années. Si un nouveau pays fait faillite, les taux d'intérêt monteront encore, et nous serons alors bel et bien dans un terrible krach obligataire.

C'est ce que craint notre profession car, après les faillites de Dubaï, de la Californie, de l'Islande, de l'Irlande et de la Grèce, le Portugal a beaucoup de mal à se financer, de même que l'Espagne. Plusieurs villes et États américains sont également proches de la faillite. Si une nouvelle catastrophe se produit dans l'un de ces États, elle touchera notre pays, la mondialisation le jugeant trop endetté pour une croissance faible. Le risque d'inflation, que nous avons anticipé malgré une croissance faible et la modération des salaires, est désormais

bien présent. Ce n'est que le début, et c'est bien ce qui inquiète la Banque centrale européenne. Partout, le prix des matières premières grimpe et les planches à billets fonctionnent allègrement, afin de permettre à nos États de boucher les trous. Ce phénomène crée de plus en plus d'inflation, ce qui est favorable à l'or et aux investissements immobiliers financés avec des crédits qui seront de plus en plus dépréciés par cette même inflation.

Certains pensent sécuriser leur patrimoine en achetant, près de chez eux, des appartements pour les louer à un taux de 3 % et en plaçant leur argent à 3,5 % dans le contrat d'assurance vie en euros proposé par leur agence bancaire locale. Cette « sécurisation » pourrait leur coûter cher dans les années à venir...

A *contrario*, les P-dg de multinationales, eux, investissent dans les pays de l'Est, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, là où il y a de la croissance ! Ils achètent des actions sous-évaluées, de très beaux immeubles bien situés et très bien loués dans des pays à forte croissance et accumulent des fonds or pour se protéger des fluctuations monétaires.

À vous de choisir votre camp.

Conseiller en investissement financier, Didier Maurin est membre de la CNCIF (Chambre nationale des conseillers en investissements financiers, association agréée par l'AMF), membre de la CNCEF (Chambre nationale des conseils et experts financiers), membre de la FCI (Fédération européenne des conseils et intermédiaires financiers), membre du SNPI (Syndicat national des professions immobilières) et courtier d'assurance.